

4 octobre 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée au journal argentin "Clarín" le dimanche 4 octobre 1987, notamment sur le traitement de la dette et la situation en Amérique centrale.

QUESTION.- Quels sont les objectifs de votre voyage en Argentine ?

- LE PRÉSIDENT.- J'irai à Buenos Aires porter à la démocratie argentine le salut de la France, au nom d'une amitié ancienne, de valeurs partagées et de projets d'avenir communs.

- Je me réjouis des heures de discussions que je passerai avec mon ami le Président Alfonsín. Je l'avais reçu à Paris, il y a deux ans. En m'invitant aujourd'hui, il me donne l'occasion d'exaucer mon souhait : celui de connaître un grand pays et de mieux le comprendre dans sa diversité.

- J'attends de ma visite qu'elle donne une impulsion nouvelle aux relations franco-argentines. Sur le plan politique, nous n'avons pas de vrai contentieux. Nous nous retrouvons côte-à-côte face aux grands problèmes du monde.

- Je serai entouré de ministres, de parlementaires, d'industriels et de personnalités de la culture, animés d'une égale volonté de faire progresser notre coopération dans tous les domaines.\

QUESTION.- A propos du vieux problème des subventions aux produits agricoles par la Communauté européenne et les Etats-Unis qui font obstacle au placement des exportations argentines et rendent plus difficile le paiement de sa dette extérieure, pouvez-vous apporter des éléments de réflexion qui offrent l'espoir d'une solution équitable ?

- LE PRÉSIDENT.- La Communauté européenne est largement ouverte aux exportations des pays tiers. La Communauté européenne importe davantage de produits agricoles en provenance d'Argentine qu'elle n'en exporte vers votre pays. Il est vrai que la Communauté européenne a mis en place une politique agricole commune qui avait pour objectif de rendre la Communauté autosuffisante dans le domaine agricole et de développer ses exportations. Il est vrai que cette politique se traduit depuis quelques années par l'accumulation d'excédents. Cette situation n'est pas particulière à la Communauté européenne. Les excédents existent aussi dans d'autres grands pays, par exemple, les Etats-Unis. La Communauté européenne a d'ailleurs pris l'engagement, avec le soutien très actif de mon pays, de continuer à mener une politique de réforme qui réduise ses excédents.\

QUESTION.- Croyez-vous que la France pourrait prendre une initiative diplomatique discrète afin de réactiver la discussion du problème des îles Malouines ?

- LE PRÉSIDENT.- Le conflit des Malouines divise deux nations amies de la France. Ni l'Argentine ni la Grande-Bretagne n'ont intérêt à sa prolongation. Priorité doit être donnée à la négociation. Cela exige que l'on montre plus de souplesse et que l'on renonce aux interdictions et aux exclusives. C'est pourquoi la France approuve toute initiative ouvrant la voie à une solution négociée. Elle souhaite que la résolution appelant les parties à engager des négociations sans préalables soit adoptée.\

QUESTION.- Pensez-vous, monsieur le Président, que les pays développés créditeurs du tiers monde ont la possibilité de faciliter à l'Argentine un accord similaire à celui que le Brésil vient de proposer à longue échéance ?

- LE PRÉSIDENT.- Je suppose que vous faites allusion à la proposition que vient de faire le Brésil

de convertir une partie de sa dette en obligations à long terme et de diminuer fortement la valeur de cette dette. La méthode qui consiste à transformer la dette en titres (actions, bons, etc...) offerts par le pays débiteur à ses créanciers, est une bonne méthode, et elle fait son chemin dans les instances internationales compétentes.

- Quant à la réduction de la valeur de la dette, elle ne peut être décrétée de façon unilatérale. Elle doit se négocier entre débiteurs et créanciers, je constate que la position du Brésil, telle qu'elle a été formulée jusqu'à présent, n'a pas reçu un accueil favorable des gouvernements créanciers participant aux réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington, et que certaines banques créancières du Brésil ont déjà manifesté leur réticence. Il me semble donc nécessaire que des discussions plus approfondies aient lieu pour rapprocher les points de vue.\

QUESTION.- Qu'attendez-vous de la réunion des Présidents d'Amérique latine qui aura lieu le prochain mois de novembre au Mexique sur les problèmes de la dette et la situation en Amérique centrale ?

- LE PRESIDENT.- Il est normal que les pays endettés, surtout lorsqu'ils appartiennent à un même ensemble régional, se concertent sur le problème économique majeur, qui leur est commun, celui de la dette.

- Cette question hypothèque l'avenir et peut même menacer la démocratie. Elle doit être abordée sous l'angle du dialogue nécessaire entre débiteurs et créanciers. Le Président Alfonsín a constamment manifesté sa volonté de négocier, en dépit des sacrifices demandés au peuple argentin. Il a indiqué récemment sa volonté de continuer dans cette voie, et je m'en réjouis.

- Sur la situation en Amérique centrale et la paix civile, je n'ai cessé d'encourager les efforts du groupe de Contadora, du groupe de Lima et, dernièrement, du Président du Costa-Rica qui est venu me présenter, à Paris, son plan de paix.

- L'accord de Guatemala peut, pour la première fois, ouvrir une brèche dans le mur des intransigeances. Les pays d'Amérique centrale ont compris que leur sécurité sera mieux assurée par une entente directe entre eux que par une protection militaire extérieure. Il y a là une chance historique à saisir et je souhaite que, de part et d'autre, l'esprit de responsabilité l'emporte sur l'intolérance et le recours à la force.\

QUESTION.- Les élections récentes en Argentine ont changé le panorama politique et renforcé la démocratie rétablie en 1983. Pensez-vous, monsieur le Président, prendre contact pendant votre voyage avec des personnalités du péronisme d'une représentativité actualisée par le vote des citoyens ?

- LE PRESIDENT.- Il ne m'appartient pas de commenter les affaires intérieures d'un autre pays. Chacun peut constater que les électeurs argentins ont exprimé, en toute liberté, leur choix politique du moment, comme il advient dans une démocratie digne de ce nom.

- C'est donc avec intérêt que je rencontrerai, à l'occasion de ma visite en Argentine, et comme je fais dans tous mes voyages à l'étranger, les dirigeants des tendances représentatives de l'opinion argentine.\